

**Demande d'ouverture de redressement judiciaire ou
de liquidation judiciaire et de rétablissement professionnel voir page 7**
(R. 631-1 du code de commerce)

Identification de la personne déposant la demande

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le

à

Nationalité :

Domicile :

Téléphone :

Portable :

Fax :

Email :

Qualité¹ : Dirigeant d'une société

Entrepreneur individuel (personne physique)

Assisté(e) ou représenté(e)² par :

Identification de l'entreprise en difficulté

N° SIREN :

N° SIRET :

Forme juridique *(si société)* :

Dénomination *(si société ou EURL)* :

Enseigne :

Immatriculation au : RCS et/ou Répertoire des métiers ou Non inscrit

Régime particulier : EURL Auto-entrepreneur Néant

Siège social *(si société)* :

Établissement principal :

Activité :

Code APE/NAF :

Date de début d'activité :

Date de cessation d'activité *(le cas échéant)* :

Informations importantes

Date de cessation des paiements³ :

Nombre de salariés (à ce jour) :

Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois) :

Chiffre d'affaires des six derniers mois :

Date de clôture du dernier exercice :

Pour une EURL, cocher « dirigeant d'une société ». Pour une EURL, cocher « entrepreneur individuel (personne physique) ».

² La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du débiteur lui-même, ne peut être reçue qu'en vertu d'un pouvoir spécial qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (*Com.*, 19/07/1988, n°86-15389).

³ Date à partir de laquelle il a été impossible de faire face au passif exigible à l'aide de l'actif disponible, c'est-à-dire la date à laquelle l'entreprise n'a plus été en mesure de régler ses dettes (confer l'article L. 631-1 du code de commerce)

[Cas particuliers](#)

Personnes responsables solidairement des dettes sociales (associés de SNC, associés commandités, membres de GIE)	
Nom et prénom / dénomination	Domicile / Siège

[Personnes s'étant portées caution de l'entrepreneur individuel ou de la société](#) (*dirigeants, associés, conjoint...*)

Nom des cautions	Bénéficiaire (banque)	Montant de la caution

ETAT DU PASSIF (dettes) de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)⁴

Créanciers (Nom, prénom et adresse /dénomination et siège)	Échu et exigible ⁵	A échoir ⁵
Salariés :		
Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :		
Dettes fiscales et/ou sociales :		
Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :		
TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :		
	TOTAL GENERAL :	

⁴ L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

⁵ Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier
Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

ETAT DES ACTIFS de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)⁶

Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
TOTAL GENERAL :	

En cas de demande de rétablissement professionnel, préciser en page 7 les modalités d'évaluation des biens.

⁶ L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois

Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :		Solde :	

SALARIÉS

Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie)</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux Prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
- Existe-t-il un comité d'entreprise : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non - À défaut, des délégués du personnel : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Prénom, nom et adresse des membres du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal (si déjà désignés, annexer une copie du PV d'élection) – Précisez la date de fin du mandat :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

PIECES A JOINDRE (article R.631-1 et le cas échéant R.641-1 c.com.)

Extrait d'immatriculation au RCS (Kbis) ou au Répertoire des Métiers de moins de 3 mois *(joindre un avis INSEE pour les non-inscrits)*

État actif et passif des sûretés et engagement hors bilan de moins de trois mois *(état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissements)*

Comptes annuels du dernier exercice

Situation de trésorerie des trois derniers mois *(relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise et les comptes personnels des entrepreneurs individuels)*

Copie de la pièce d'identité du chef d'entreprise ou du représentant légal *(en cours de validité)*

Statuts

En cas d'exploitation d'installation(s) classée(s) au sens du titre 1° du livre V du code de l'environnement : la copie de la décision d'autorisation ou la déclaration.

Je soussigné(e) demande l'ouverture d'une procédure de :

Redressement judiciaire

Liquidation judiciaire

Atteste sur l'honneur l'absence de mandat ad hoc ou de procédure de conciliation relatives à l'entreprise au patrimoine) en difficulté dans les 18 mois précédant la présente demande

En cas de désignation d'un mandataire ad hoc :

- Date de la désignation :
- Autorité qui y a procédé :
- Nom du mandataire ad hoc :

En cas d'ouverture d'une procédure de conciliation :

- Date de la désignation :
- Autorité qui y a procédé :
- Nom du conciliateur :

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL :

Notice explicative

Conditions d'admission à la procédure de Rétablissement professionnel :

- **Personne physique** exerçant une activité commerciale, artisanale, agricole ou une activité professionnelle indépendante, y compris une profession libérale.
- Être en **état de cessation des paiements**, sans redressement possible ;
- Ne pas avoir fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un procès prud'homal en cours ;
- Ne pas avoir fait l'objet d'une liquidation judiciaire clôturée pour insuffisance d'actif dans les 5 ans précédents la demande ;
- Détenir un actif dont la valeur est inférieure à 5 000€



Seules les dettes que le débiteur aura portées à la connaissance du juge commis pourront faire l'objet d'un effacement.

A renseigner uniquement en cas de demande de rétablissement professionnel :

- Demande l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire et sollicite le bénéfice d'une procédure de rétablissement professionnel, et atteste satisfaire aux conditions prévues par les articles L. 645-1 et L. 645-2 du code de commerce, à savoir :

Exercer une activité commerciale ou artisanale, à titre individuel, et n'être pas à ce jour en procédure collective et n'avoir pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une procédure de liquidation judiciaire clôturée pour insuffisance d'actif ou d'une décision de clôture de procédure de rétablissement professionnel

Déclarer que la valeur de réalisation des actifs visés en page 4 est inférieure à 5 000 €
Précisez les modalités d'évaluation de ces actifs :

N'avoir employé aucun salarié au cours des six derniers mois et n'être impliqué dans aucune instance prud'homale

Ne pas avoir la qualité d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) concernant mon activité en difficulté

Fait à

le

(Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »)

[Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise](#)

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

[Cotisations sociales du chef d'entreprise](#)

Au regard de son statut social, le dirigeant est : majoritaire
 minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

[Créances sur clients](#)

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

[Pour les sociétés, répartition du capital](#)

Nom et prénom / Dénomination des associés ou actionnaires	Nb de titres ou %